



## RÉVOLUTIONNER LE SYSTÈME : LUTTER POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE



«[En Afrique du Sud] toutes les centrales électriques et les mines de charbon sont développées dans l'objectif principal d'approvisionner les communautés en électricité. Cependant, pourquoi les câbles électriques continuent-ils de passer au-dessus des maisons des communautés ? Beaucoup de femmes, surtout dans le Mpumalanga, vont à la décharge de charbon et aux mines de charbon abandonnées pour y creuser à mains nues et trouver quelques morceaux de charbon juste pour un peu d'énergie...»  
– *Caroline Ntaopane, WoMin*

À partir des gisements de charbon du Mpumalanga en Afrique du Sud jusqu'en République démocratique du Congo où les centrales hydroélectriques d'Inga 1 et 2 ont déplacé des milliers de personnes et où Inga 3 prévoit le déplacement de quelques milliers de plus, les communautés subissent les coûts importants des méga-projets énergétiques qui ne leur bénéficient aucunement. Au sein de ces communautés, ce sont les femmes qui supportent la dépossession de la terre et de l'eau, la destruction des forêts et la pollution. Ce sont elles qui voient augmenter leur charge de travail de subsistance dans les champs, les maisons et la communauté. Les coûts d'un modèle de développement axé sur les bénéfices pour quelques-

DANS CE NUMÉRO :

**Lutter pour un ordre mondial différent** : WoMin at COP23

**Identité, terre & résistance** : établir des droits de consentement vivant pour les femmes africaines

**Histoire d'activiste**: la « folie » de l'extraction du pétrole en Ouganda

**Faits marquants**  
**Août**  
**Décembre 2017**

uns sont profondément basés sur le sexe.

Les pauvres de par le monde supportent le coût croissant du changement climatique alors que les gouvernements puissants et leurs bailleurs de fonds continuent de bloquer les progrès dans les négociations sur le climat. Les baisses importantes nécessaires pour réduire de 40% les émissions mondiales de gaz à effet de serre des niveaux de 2005 d'ici 2035 (GIEC) sont évitées en faveur de 'fausses solutions' qui une fois de plus transfèrent les coûts aux 'pauvres' du monde. Ce sont eux qui perdent leurs terres et forêts en faveur des plans d'échange de droits d'émissions de carbone, et

dont les cultures alimentaires sont converties en nouveaux combustibles alors que les pollueurs continuent simplement de polluer.



Au-delà des négociations sur le climat, les gouvernements augmentent leurs budgets et interventions militaires pour traiter le changement climatique comme une menace pour la 'sécurité nationale'. Ceci est particulièrement vrai pour les États-Unis où l'Institut d'études politiques estime les dépenses militaires à un peu moins de 600 milliards de dollars américains alors que le changement climatique en 2017 n'avait bénéficié que de 21 milliards de dollars américains. Dans les années à venir, le monde verra les pays puissants se sécuriser et s'armer davantage pour répondre aux catastrophes climatiques et à l'augmentation des flux migratoires. Ils vont renforcer le contrôle des ressources naturelles rares, telles que les terres arables et les plans d'eau.

La justice climatique ne peut exister dans l'actuel système capitaliste patriarcal dans lequel se trouvent les racines du changement climatique. Il s'agit d'un système qui considère la nature comme du capital et réduit la grande majorité de l'humanité comme un réservoir de main d'œuvre bon marché. C'est un système qui crée des désirs, fait la promotion de la consommation et d'une culture de gaspillage, et dont le mode de production crée des déchets toxiques et de la pollution. Le monde et ses habitants exigent un changement radical au niveau des systèmes, d'où la demande de 'changement de système, et non de climat'.

L'appel des femmes sur le terrain est de construire un monde où les populations ne doivent pas vivre avec des « nuages de poussière de charbon qui pèsent sur leurs têtes ». Le bulletin de ce trimestre témoigne de la façon dont WoMin travaille avec des communautés, réseaux et mouvements à l'échelon national, régional et international afin de créer des possibilités de construction collective du monde, que ce soit par des assemblées sur l'énergie en Ouganda ou une manifestation de milliers de personnes pour la justice climatique dans les rues de Bonn.

## Bonne lecture !

# Lutter pour un ordre mondial *différent* : WoMin at COP23

Les négociations sur le changement climatique, où les intérêts des pollueurs sont bien représentés, ont lancé un défi aux mouvements et organisations du monde entier afin de renforcer leurs stratégies, d'approfondir leurs alliances, et de concevoir des visions alternatives qui privilégient une perspective humaine sur la justice climatique. La création d'un espace permettant aux femmes de partager leurs expériences et histoires de lutte et de visionner un monde et une existence différente est la raison pour laquelle WoMin a choisi de participer au [Sommet citoyen pour le climat \(SCC\) 2017](#) et à la Zone de Bonn de la 23e Conférence des Nations Unies sur le climat (COP23) cette année.



Une délégation de neuf femmes en provenance de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda, du Nigeria, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Sénégal et du Zimbabwe a rejoint les milliers de délégués et d'activistes du climat à Bonn. Dans l'optique de mettre en avant une critique écoféministe africaine du changement climatique et de son impact sur les femmes et les communautés de base, WoMin a organisé deux ateliers avec des organisations unies dans la camaraderie venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, et a participé et soutenu les plates-formes de ses alliés et amis de la SCC et de la Zone de Bonn formelle. La délégation a également pris part à la manifestation du Sommet citoyen pour le climat le 4 novembre et a participé au blocus [Ende Gelände](#) le 5 novembre qui a obligé le géant énergétique allemand RWE d'arrêter trois excavateurs et des convoyeurs dans la mine de charbon de Hambach..

## La violence du changement climatique, de l'extractivisme, du capitalisme et du patriarcat (Atelier I)

Cet atelier a servi de tribune pour explorer les causes profondes du changement climatique et des couches de violence, de l'instabilité sociale et de la répression qui se combinent pour façonner le monde d'aujourd'hui. Titi Soentoro du Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement et du Mouvement Asie-Pacifique sur la dette et le développement a abordé la question de la violence d'un modèle de développement capitaliste qui impose la logique de la croissance économique et de l'industrialisation et qui détruit les communautés, exploite la nature et la main-d'œuvre bon marché, et qui est en fin de compte responsable du changement climatique. Zephania Repollo de JASS a étudié la relation entre les produits d'extraction, la militarisation et la violence contre les défenseuses des droits humains aux Philippines. Fanny Metga de La Via Campesina en France a retracé les liens entre la brutalité de l'agriculture industrialisée avec l'accaparement des terres et des semences, la pollution et le changement climatique qui en résultent. Hannibal Rhoades de la Fondation Gaia a souligné le fait que les régimes culturels et économiques du monde occidental, tels que le capitalisme, le



communisme, et le Siècle des lumières, ont imposé la forme de suprématie la plus violente de l'être humain sur la nature. Blandine Bonianga de FESO en République démocratique du Congo, a abordé la question de violence du barrage hydroélectrique d'Inga (phases 1 et 2) qui a entraîné le déplacement des communautés (sans jamais avoir reçu de dédommagement) et qui a généré de l'électricité principalement destinée aux mines de cuivre au Katanga. Elle a précisé comment les communautés et particulièrement les femmes de ces communautés s'organisent pour dire NON. Tous les intervenants ont parlé de la résistance à travers le mouvement, à travers la défense des biens communs, à travers la contestation organisée au patriarcat dans les mouvements et à travers le pouvoir des idées qui renversent l'ordre dominant.

### Lutter contre un avenir contaminé - 'Women Building Power', Afrique du Sud

Notre planète est parsemée de milliers de mines de charbon. L'industrie houillère en Afrique du Sud, quatrième plus grand producteur de charbon du monde, représente R51 milliards de l'économie de ce pays<sup>1</sup>. Avec ce genre de chiffres, l'avenir du charbon n'est pas près de sa fin et l'avenir de l'énergie renouvelable est dans l'obscurité. L'Afrique du Sud ne parvient pas à faciliter une transition équitable à l'énergie durable. Qu'est-ce que cela signifie pour les communautés défavorisées ? Cela signifie plus d'accaparement des terres, d'expulsions forcées, de contamination de l'eau et d'air sale. Cela signifie plus de problèmes de santé et d'impacts dus au changement climatique qui frappent le plus durement les communautés les plus pauvres, en particulier les agriculteurs et les femmes qui dépendent des ressources naturelles pour leur survie.

Malgré la longue lutte des communautés contre l'expansion des mines de charbon, le gouvernement sud-africain n'écoute pas les gens. Les preuves du changement climatique et de son impact sont bien évidentes. Entretemps, les principaux pollueurs tels qu'Eskom, Exxaro et Anglo continuent d'avoir le plein soutien des banques et entreprises. Travaillant main dans la main avec le gouvernement, ces entreprises s'intéressent particulièrement à faire obstacle à l'élaboration de solutions d'énergie renouvelable ou à tenir pour responsables le secteur minier de la dégradation de l'environnement et des violations des droits humains qui sont promulgués par ce même gouvernement. Plus de charbon ne mettra pas fin à la pauvreté. Il faudrait plutôt avoir un changement radical pour que les personnes démunies ne doivent plus supporter les coûts du changement climatique et de la pollution.

Les actions à la COP 23 et au Sommet citoyen pour le climat soulignent l'urgence criante de la lutte pour l'élimination du charbon. Nous avons besoin de nouveaux mouvements, de nouvelles stratégies et tactiques. Nous ne devons négliger personne - les jeunes, les églises et les femmes. Dans le cadre de la campagne régionale de WoMin, 'Women Building Power' pour l'énergie et la justice climatique, il nous faut intensifier l'action à partir du niveau local au niveau international et renforcer la capacité des femmes de lutter pour la souveraineté sur l'énergie. – **Caroline Ntaopane, WoMin**

<sup>1</sup> <http://www.statssa.gov.za/?p=4820>.

## S'organiser pour avoir la souveraineté populaire sur le développement, notre droit de dire NON (Atelier II)

Cette session a abordé la manière dont certaines communautés à travers le monde qui résistent à l'extractivisme, à l'exploitation minière, aux méga-projets d'énergie et d'infrastructures, affirment leur droit de dire non et de déterminer leur propre développement futur. Soumya Datta de la *India Climate Justice* a parlé avec passion contre les méga-barrages hydroélectriques en s'appuyant sur la lutte populaire contre le barrage de Sardar Sadovar sur la rivière Narmada qui a déplacé entre 320 000 à 350 000 personnes depuis 1987, détruisant leurs moyens de subsistance et leur mode de vie, mais donnant également naissance à l'un des plus grands mouvements de résistance de l'histoire de l'Inde. Merah Johansyah de JATAM en Indonésie a parlé de la menace des mines de charbon qui sont caractérisées par l'extrême manipulation et falsification des processus de consultation qui impliquent souvent des chefs traditionnels corrompus et excluent quasiment toutes les femmes. Mela Chiponda de WoMin a parlé du rôle primordial des femmes dans la production alimentaire, la gérance des semences et la reproduction sociale, qui donne lieu à une idée de développement qui remet en question l'ordre dominant. Erivan Camelo de *La Via Campesina* au Brésil a abordé la question de la résistance paysanne à l'exploitation minière industrielle qui vole les richesses naturelles pour s'enrichir ; les communautés s'organisent pour expulser l'exploitation minière de leurs territoires et affirmer leur droit de déterminer et de forger leur propre développement. La dernière provocatrice, Nnimmo Bassey de la Fondation *Home of Mother Earth*, a porté notre attention sur les fausses solutions au changement climatique, comme la REDD, et sur les nouvelles géotechnologies telles que l'ensemencement des nuages et la fertilisation par le fer, qui ont d'importantes conséquences pour un grand nombre de personnes. Cependant, le consentement n'est pas exigé. Lorsque les gouvernements échangent notre droit à la justice climatique avec le capital, nous devons repenser notre développement pour adopter le bien commun, les biens publics, la souveraineté nationale et le pouvoir du peuple de définir son propre développement



## Les méga-barrages - la soi-disant solution d'énergie « propre » ...

Les méga-barrages sont souvent présentés comme une solution « d'énergie propre » au changement climatique. Prenez le barrage de Sardar Sarovar sur la rivière Narmada comme exemple qui est plus de 1 300 km de long et se jette dans le golfe de Khambhat de la mer d'Oman. Initialement financé par la Banque mondiale qui faisait des déclarations nettement exagérées sur l'irrigation de 1,8 millions d'hectares des régions exposées à la sécheresse de Kutch et Saurashtra dans l'État Gujarat, ainsi que sur l'approvisionnement des communautés hôtes en énergie, le barrage n'a pas tenu ces promesses. À ce jour, plus de 320 000 personnes ont été déplacées avec leurs moyens de subsistance détruits et remplacés par des terres de réinstallation de mauvaise qualité ou une indemnisation minimale en espèces. Plus d'un million de personnes seront affectées au final par le système de canaux complexe du barrage et les projets connexes. Le barrage de Sardar Sarovar est l'un des projets de barrages les plus controversés du monde et suscite une résistance intensive de la part des communautés depuis plus de trente ans.



Nombreuses sont les histoires des méga-projets hydroélectriques qui ont apporté de la misère aux communautés paysannes et autochtones devant être déplacées de force, subissant parfois des inondations et les conséquences en aval des barrages, qu'il s'agisse du barrage de Kariba au Zimbabwe ou du barrage d'Inga, Phase 3, en République démocratique du Congo. Le coût de développement total du Grand Inga est estimé avec prudence à 100 milliards de dollars américains, et la réhabilitation d'Inga 1 et Inga 2 uniquement est estimée à plus de 800 millions de dollars américains. Il s'agit de coûts qui seront supportés par la population congolaise qui ont seulement bénéficié d'environ 10% de l'électricité produite par Inga. Depuis plus de 50 ans, les communautés déplacées par Inga 1 et 2 vivent dans la pauvreté extrême sans réadaptation. Outre la production de méthane, un gaz à effet de serre qui contribue au changement climatique, les méga-barrages ont un impact négatif sur l'eau douce entraînant la destruction de la vie marine et la disparition de certaines espèces.

Est-ce que les barrages et les méga-projets sont une réussite tout comme les solutions d'énergie « propre », si on tient compte du coût humain, communautaire et environnemental ? La Banque mondiale, l'un des plus grands financiers de méga-barrages au monde, a consacré 54% de ses prêts au secteur électrique aux grands projets hydroélectriques en 2014 uniquement.<sup>2</sup> Avec un engagement combiné de consacrer plus de 17 milliards de dollars américains aux projets Narmada et Inga avant de **se retirer du dernier**, on peut toujours se demander pourquoi la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales (IFI) continuent de financer des projets qui entraînent le maldéveloppement pour les populations paysannes et autochtones et ont un tel impact désastreux sur l'environnement ?

Maintenant, plus que jamais, nous avons besoin d'un mouvement mondial pour la souveraineté sur le développement et la justice énergétique qui permet aux communautés et aux femmes de réclamer leur droit au développement.— **Mela Chiponda, WoMin**

2 <http://www.statssa.gov.za/?p=4820>.

# Identité, terres et résistance : établir des droits de consentement vivant pour les femmes africaines



« Nous savons qui nous sommes... à cause de la terre. Nous estimons qu'une fois que vous avez perdu la terre, vous avez perdu votre identité », explique l'activiste communautaire Nonhle Mbutuma, membre fondateur du Comité de crise Amadiba et résidente de Xolobeni, une communauté sur la Wild Coast de l'Afrique du Sud qui lutte contre l'extraction de titane depuis plus d'une décennie. Nous estimons également qu'il est de notre **droit de vivre dans un environnement sain**, un environnement qui n'est pas nocif pour nous, où l'air est propre et non polluée, où il n'y a pas de pollution de la terre et pas de contamination de l'eau. Pour que tout cela se produise, nous croyons que les femmes doivent faire partie de la prise de décision... Si nous faisons cela, nous allons construire une nation saine. »

Des activistes comme Nonhle se battent depuis longtemps pour le droit des femmes et de leurs communautés de décider si un projet de développement proposé doit démarrer s'il aura des impacts sur leurs terres, forêts, eaux, corps et patrimoine culturel. Dans le langage du développement général, ce droit est décrit comme celui du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE).

## Qu'est-ce que le consentement ?

Le consentement n'est pas une idée nouvelle. Le concept a été élargi depuis l'individu au collectif, en l'enracinant dans la théorie morale et le statut juridique. Cette évolution de la pensée a éclairé des cadres tels la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le protocole de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest et certaines lois nationales qui permettent à des groupes autochtones et des collectivités de réclamer leur droit de prendre des décisions sur les développements qui affectent leurs terres et ressources naturelles.

Le consentement est essentiel dans le contexte des activités de développement de l'extraction, telles que l'extraction minière, les méga- infrastructures, les méga-barrages, la pêche industrielle et l'agriculture, qui détruisent les moyens de subsistance, polluent l'air, l'eau et le sol, provoquent des problèmes de santé, la violence et l'instabilité sociales et sapent les relations autochtones et traditionnelles avec la nature. Les femmes ouvrières et paysannes en Afrique sont les plus touchées par les dommages causés par les projets d'extraction et font face à la double charge d'une division du travail entre les genres et du pouvoir inégal dans la prise de décisions au sein de la communauté. Lorsqu'on saisit les terres, ce sont les femmes, principales productrices de subsistance, qui sont ignorées et pas dédommagées pour leurs droits fonciers informels non reconnus. Lorsque l'eau est polluée, les femmes marchent de plus en plus loin et longtemps et sont souvent exposées à des risques physiques lorsqu'elles sont à la recherche d'eau potable pour leur famille. Et lorsque les enfants et les autres membres de la famille tombent malades à cause de la pollution de l'eau

et de l'air, ce sont les femmes qui les soignent dans le cadre de leurs responsabilités familiales non rémunérées.

Le développement de l'extraction se poursuit depuis la colonisation et la néo-colonisation des territoires riches en ressources dans les pays du Sud et dans certaines parties de l'hémisphère Nord. À partir de la [Vision minière pour l'Afrique](#) de l'Union africaine à la [Stratégie pour l'extraction minière en Afrique](#) de la Banque mondiale, on peut constater une promotion active d'un modèle de développement capitaliste et patriarcal comme moyen de sortir de la pauvreté et de réduire la dépendance des pays du Sud.

Les communautés rejettent ce paradigme dominant pour défendre un mode traditionnel de production orientée vers l'utilisation, et une façon de vivre qui est centrée sur l'humain et liée à la nature.

## Le consentement n'est pas neutre...

Le discours dominant du développement a tendance à présenter le consentement comme un droit neutre qui peut être juridiquement établi et réclamé par les communautés au sein de l'ordre de développement actuel. Les questions de pouvoir, d'inégalité et, au final, de logique de développement qui orientent l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles sont généralement absentes des discussions. Pour WoMin, le consentement est une demande révolutionnaire et radicale qui supprime premièrement le pouvoir et l'autorité de l'État, et les remet aux populations locales pour qu'elles prennent des décisions au sujet de leur développement futur. Deuxièmement, le droit de consentement donne de l'importance aux alternatives de développement vécues au niveau local, en affirmant la souveraineté des peuples sur leur propre développement qui repose sur une relation différente entre l'humanité et la nature.

Le consentement habilite les collectivités locales et les personnes les plus touchées et sape la logique du système : les bénéfiques en faveur du capital et son allié - l'élite politique. C'est pourquoi les droits de consentement pour les collectivités, même s'ils sont établis par la loi, sont normalement sapés et renversés dans la pratique.

Le rôle central des femmes dans les activités de subsistance, les soins et la solidarité au sein des communautés rend d'autant plus essentiel de faire entendre leurs voix dans les processus de prise de décisions traditionnels et autochtones pour construire de véritables alternatives de développement.



Groundup (CC BY-ND 4.0)



## L'histoire de la communauté Xolobeni

Au début de 1996, Mineral Resource Commodities (MRC), une société minière australienne, a commencé à s'intéresser à l'exploitation de titane à Xolobeni. Elle s'est d'abord adressée à l'autorité tribale locale (AT) qui administre les affaires de la communauté conformément aux lois et traditions coutumières. L'autorité locale a ensuite présenté l'entreprise à la communauté Amadiba vivant dans la région et a donné l'occasion à la société d'expliquer ses intérêts miniers. Depuis le début, la majorité de la communauté n'était pas d'accord. Les gens s'inquiétaient des menaces à leurs pâturages et l'approvisionnement en eau, de l'impact sur l'élevage et des moyens de subsistance ainsi que de la destruction des plantes médicinales et de la perturbation des tombes ancestrales.

Néanmoins, en 2002, MRC a fait sa première demande auprès du ministère des Ressources minérales (DMR) (qui était alors le ministère des Mines et de l'Énergie) en vue de la prospection de la zone avec l'intention d'entamer l'exploitation minière en 2007. Suite à l'intérêt minier croissant et aux pressions sur la communauté, le Comité de crise Amadiba (CCA) a été fondé par des membres de la communauté qui s'opposaient à l'exploitation minière.

En juillet 2008, le DMR a accordé des droits miniers à la filiale sud-africaine de MRC, Transworld Energy and Minerals (TEM) qui est propriétaire du projet d'exploitation des sables minéraux de Xolobeni. Cette décision a soulevé des protestations de la communauté et des réactions policières contre ceux qui s'étaient exprimés. « En septembre 2008, la police a fouetté les élèves de l'école secondaire du premier cycle, Xolobeni, après avoir refusé de chanter lors d'un événement organisé par des politiciens pour célébrer l'octroi de droits miniers, » **a écrit** un journaliste de l'époque.

La mobilisation du CCA contre la décision a donné lieu à la révocation des droits miniers. Mais la lutte ne s'est pas arrêtée là. La communauté de Xolobeni a continué à s'opposer à l'exploitation minière dans sa région et a bloqué l'étude d'impact sur l'environnement, requise pour entamer l'exploitation minière en 2015. Ce blocus a conduit à l'escalade de la violence et à la répression contre la communauté par la police. Le 22 février 2016, les travaux de forage sur les dunes étaient empêchés par la mobilisation de masse. Peu après, Bazooka Radebe, président du CCA, **a été assassiné** devant son fils par deux tueurs, le 22 mars 2016.

En avril 2016, la Commission sud-africaine des droits de l'homme **a condamné** le meurtre de M. Radebe et la **violence persistante** liée à l'exploitation minière dans la communauté Xolobeni. Près d'un an plus tard en juin 2017, le gouvernement a annoncé son « intention » d'imposer un moratoire de 18 mois sur l'exploitation minière à Xolobeni afin de laisser du temps pour « dénouer » le conflit communautaire. Depuis, le CCA a **rejeté le moratoire proposé** et soutient qu'il s'inscrit dans une stratégie de démobilisation de la résistance communautaire afin de préparer le terrain pour l'exploitation minière.

## Nos corps. Nos vies. Notre droit au consentement : femmes, pouvoir, et activisme

Les luttes de la communauté Xolobeni en Afrique du Sud sont emblématiques de la lutte des communautés à travers le monde pour défendre leurs moyens de subsistance et leur mode de vie. Dans ces luttes en Afrique, les femmes peuvent souvent constituer le cœur de la résistance mais assument rarement des postes de leadership. À Xolobeni les femmes dirigent et ceci est en partie expliqué par l'histoire Amadiba de l'émancipation des femmes. « Où une femme peut-elle donner naissance si elle n'a pas de terre ? » le fondateur de la nation Pondo aurait demandé. Au Pondoland, où se trouve Xolobeni, les femmes sont autorisées à participer pleinement aux réunions communautaires et elles ont également le droit d'être membres de conseils traditionnels. Elles mènent et parlent aux réunions tout comme les hommes. L'une des tâches importantes des



Groundup (CC BY-ND 4.0)

juridictions traditionnelles est d'allouer et de gouverner la terre. Ces lois coutumières prévoient des titres fonciers pour les femmes célibataires, tandis que les hommes célibataires n'ont pas ces droits. L'attribution de droits fonciers aux femmes est très atypique dans les communautés traditionnelles en Afrique du Sud et un élément important de l'explication du pouvoir des femmes dans cette communauté. Les femmes de Xolobeni s'inquiètent particulièrement de l'avenir de leurs enfants et de la pérennité à long terme de la vie sur les terres au cas où l'exploitation minière devrait commencer.

Comme ce cas l'illustre, le CLPE n'est pas simplement un outil juridique ; il s'agit d'un engagement et processus politique radical, réclamé par l'organisation locale, des idées claires sur le développement local et la solidarité politique de l'intérieur et au-delà de la communauté.

Lisez l'article sur lequel celui-ci est basé dans la revue Gender and Development Journal - Natural Resource Justice à l'adresse : <http://www.genderanddevelopment.org/page/current-issue>.

# Voix d'activistes : La « folie » de l'extraction du pétrole en Ouganda



*« Ce que je veux c'est rentrer chez moi dans ma communauté avec un plan sur comment on va pouvoir mettre fin à cette folie qui se passe dans notre pays. Nous voyons des individus inconnus qui viennent dans notre région accompagnés de politiciens, ils ne nous parlent pas, mais ils parlent de nous et de nos terres. Et puis, vous entendez dire qu'ils vont prendre nos terres, et ils nous disent que nous sommes désormais très riches car nous avons du pétrole. Ils prennent nos terres et nous mettent dans des camps mais continuent de dire que nous sommes riches. Quel genre de personne riche vit dans un camp sans énergie, eau et nourriture ? Il serait bon que nous puissions, aujourd'hui, proposer un plan pour mettre fin à cette situation. J'irais dans ma communauté soulagée car au moins nous aurions un plan pour agir contre l'accaparement de nos terres par ces gens « importants » – Participante activiste, Assemblée sur l'énergie, Hoima, Ouganda, Septembre 2017*

Dans la région d'Hoima, en Ouganda, la découverte du pétrole a eu un impact désastreux sur les collectivités, en particulier les femmes. Des milliers de personnes ont été déplacées, nombre d'entre elles sans compensation, vivent désormais dans des camps pour personnes déplacées et dépendent principalement de l'aide sociale pour leur survie. Des familles et collectivités qui étaient autrefois autonomes et saines ont été réduites à des mendiants qui luttent quotidiennement pour joindre les deux bouts.



## Histoire d'activiste : le pétrole a détruit mon ménage

*Agnès\*, une activiste communautaire d'Hoima partage son expérience.*

La découverte de pétrole à Hoima a commencé comme une rumeur. Nous parlions de pétrole en allant chercher du bois de chauffe ; nous nous demandions comment nous étions soudainement devenus riches en récoltant nos cultures. Le pétrole apportait des promesses pour une vie meilleure. Nous en entendions parler à la radio, certains le lisaient dans les journaux. Nos maris étaient beaucoup plus enthousiastes à l'idée d'avoir des emplois, des emplois importants dans les sociétés pétrolières. Nous ne savions pas qu'ils allaient prendre nos terres ; nous n'avions aucune idée mauvaise au sujet de l'extraction du pétrole. On a fini par comprendre lorsque des représentants du gouvernement et quelques étrangers ont visité nos terres. Ils ne nous ont pas parlé, mais ils discutaient entre eux et plantaient des piquets près de nos habitations. Nous avons peur de demander quoi que ce soit à ces gens car ils nous évitaient.

Ils parlaient entre eux et demandaient à certaines femmes où étaient leurs maris. Puis, la rumeur a commencé où ils allaient nous prendre nos terres et nous donner de l'argent de sorte que nous puissions acheter un autre lopin de terre ailleurs. Les hommes parlaient aussi de la terre et de l'argent, mais dans ma famille, il n'y a eu aucune discussion sur la terre et l'argent. Chaque fois que j'essayais d'en parler avec mon mari, il me disait que c'était une discussion pour hommes. J'ai gardé le silence et je pensais à ce que je ferais s'ils allaient prendre mes terres. Où allais-je obtenir de la nourriture ? J'ai parlé avec d'autres femmes et leurs situations n'étaient pas différentes de la mienne. Puis un jour, ils sont venus et nous ont dit que nous devions partir et qu'on nous donnerait de l'argent. Comme d'habitude, mon mari ne voulait pas en parler. Puis un jour, il est tout simplement parti. Je ne sais pas où, mais les gens disent qu'il a acheté une moto et s'est rendu à Kampala. Je me suis retrouvée avec quatre enfants. Au départ, je pensais que même s'il nous avait quittés, je travaillerais les terres et j'enverrais mes enfants à l'école. Mais ceci n'allait pas se passer car les représentants du gouvernement étaient venus nous dire qu'avec la compensation qu'on nous avait donnée, nous étions censés aller vivre dans le camp en attendant qu'on nous réinstalle ailleurs. J'ai demandé ce que nous devions faire pour la nourriture... Ils ont dit qu'ils en avaient discuté et convenu avec mon mari, et qu'ils avaient compensé les dérangements causés et les pertes futures. J'étais foudroyée par la trahison de mon mari et celle de mon gouvernement. Mon mari était de connivence avec mon gouvernement pour s'emparer de ma terre et de ma vie.

Je n'ai plus de maison et j'ai quatre enfants à ma charge. Je ne sais pas ce que mes enfants vont devenir. Je pleurais avant jusqu'au jour où j'ai entendu dire qu'il y a des femmes qui se réunissent pour discuter de leurs problèmes et j'ai commencé à les rejoindre. J'ai de l'espoir maintenant, mais parfois quand je regarde mes enfants, je pleure. Ce pétrole a détruit mon ménage, il a détruit tout ce que j'avais, tout ce que j'ai fait dans ma vie.

*\*Agnès est un nom fictif*

Des femmes activistes comme Agnès se mobilisent pour concevoir des solutions appropriées pour leur communauté dans le cadre de la campagne 'Women Building Power'. Grâce aux espaces tels que les assemblées sur l'énergie, les échanges communautaires et la recherche-action participative féministe prévue pour 2018, les femmes affectées par les industries extractives s'associent pour développer des analyses et stratégies partagées pour faire le plaidoyer et renforcer la solidarité d'un mouvement qui relie leurs luttes et enjeux communs. En mars 2018, des femmes activistes de l'ensemble des champs pétroliers seront réunies lors d'une école de construction de mouvement féminin national appuyée par WoMin/NAPE qui permettra de renforcer davantage les connaissances, les compétences et l'organisation de campagnes pour la justice économique et les droits des femmes.

# Faits marquants Août



## **MOZAMBIQUE | Analyse de comment les femmes sont touchées par les industries extractives à Tete**

Justiça Ambiental (JA) a convoqué un atelier appuyé par WoMin du 28 au 30 novembre à Tete pour mettre l'accent sur les luttes des différentes communautés touchées par l'exploitation minière et le développement des méga-projets, et les dimensions de la violence constatée dans leur contexte. Cette plate-forme puissante a permis aux communautés, et particulièrement aux femmes, de partager des histoires et de renforcer la solidarité. L'espace se prêtait également au renforcement de la compréhension approfondie et nuancée des impacts spécifiques du changement climatique et de l'injustice environnementale sur les femmes dans ces communautés. Pour dynamiser ce processus, un espace réservé aux femmes a été créé le troisième jour pour leur permettre de partager et d'exposer des histoires sur la violence et d'autres défis auxquels elles sont confrontées dans leur vie quotidienne. C'était l'une des premières fois que les femmes disposaient d'un tel espace. Cet espace représente le début d'une collaboration importante entre JA et WoMin pour appuyer l'organisation des femmes en faveur de la justice sociale, économique et environnementale.



## **UGANDA | La campagne 'Women Building Power', Assemblée sur l'énergie**

En septembre, 87 femmes activistes communautaires d'Hoima, Kaiso-Tonya, Nwoya et Bunyoro se sont réunies à Hoima, Ouganda pour la première assemblée féminine nationale sur l'énergie. Dans le cadre de la campagne 'Women Building Power' dirigée par les femmes sur les combustibles fossiles, l'énergie et la justice climatique, l'assemblée sur l'énergie est espace radical qui permet aux femmes de partager leurs expériences, d'approfondir leurs connaissances, et de commencer à présenter leurs idées pour une alternative localisée, collective et axée sur les femmes basée sur l'énergie renouvelable. Lorsqu'il s'agit d'énergie, les femmes africaines sont souvent exclues de la planification et de la prise de décisions par les gouvernements et les entreprises privées qui dirigent la planification et la mise en œuvre de projets énergétiques. L'une des participantes à l'assemblée a dit la chose suivante:

*« Je souhaite tout simplement avoir de l'électricité comme dans les villes. Le travail devient beaucoup plus facile parce qu'on appui tout simplement sur un bouton pour cuisiner, pas besoin de passer de longues heures à chercher du bois de chauffe et à faire le feu ou même à aller vérifier de temps en temps si le feu est toujours là. On n'a pas besoin de se réveiller le matin pour enlever les cendres du foyer avant de pouvoir refaire un autre feu pour préparer le petit-déjeuner. C'est propre, les vêtements ne sont pas noirs de suie, on ne respire pas la fumée et on n'a pas d'yeux larmoyants en faisant la cuisine ». Participante activiste, Hoima, Ouganda*

## **AFRIQUE DU SUD | Lancement du Forum de mobilisation des femmes du Waterberg**

Le 12 octobre 2017, 30 activistes communautaires de Lephalale ont joint leurs forces pour convoquer la première réunion du Forum de mobilisation des femmes du Waterberg dans le cadre de la campagne sud-africaine *Women Building Power* : Énergie fossile et justice climatique. Le lancement a été soutenu par des activistes du Vaal Triangle et Mpumalanga, *Women Affected by Mining United in Action* (WAMUA, ou Femmes touchées par l'exploitation minière), un organisme allié de WoMin, et des femmes activistes des villes de Somkhele et Fuleni au Kwa-Zulu Natal qui sont confrontées aux impacts écrasants de l'exploitation minière et d'autres activités extractives dans leurs régions.

Lephalale, une ville d'exploitation houillère se situant à l'ouest immédiat du bassin houiller du Waterberg représente environ 40% (ou 50 milliards de tonnes) des ressources de charbon de l'Afrique du Sud, a été déclarée un point chaud de pollution atmosphérique en juin 2015 tel que défini par l'Article 18(1) de la Gestion nationale de l'environnement : Loi sur la qualité de l'air, 2004 (Loi No. 39 de 2004) (NEM : AQA). En fait, la plus grande mine à ciel ouvert de l'Afrique du Sud se trouve à Lephalale et la centrale électrique Matimba est la plus grande centrale électrique refroidie à sec du monde.

Contrairement à la province du Mpumalanga et au Vaal Triangle (Gauteng et la Province de l'État libre), la pollution de l'air à Lephalale n'est pas encore aussi avancée. Cela laisse la possibilité de *prévenir et protéger* l'air contre la détérioration. Le défi à relever est grand, notamment en raison de la centrale électrique de Medupi, la quatrième plus grande centrale électrique au charbon dans l'hémisphère sud, **financé par** la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Les rivières à Lephalale se tarissent, laissant les communautés avoisinantes sans eau. Les tombes ancestrales ont été désacralisées et la seule clinique dans la communauté de Marapong est dans l'incapacité de faire face à la croissance démographique rapide, avec des patients qui attendent des jours avant d'être soignés.

« Les entreprises n'ont pas tenu leurs promesses aux communautés », déclarent Francinah Nkosi et Sylvia Sebina, dirigeantes du Forum de mobilisation des femmes du Waterberg. Au départ, la centrale devait présenter aux communautés une nouvelle vision du développement ainsi que des emplois et de nouvelles installations (maisons, cliniques), mais cela n'a pas été le cas.

« Les entreprises ont fermé les yeux sur les communautés... sur l'impact de leurs activités sur la santé humaine [et ce n'est pas tout]. Lorsque la centrale de Medupi a été construite, beaucoup de gens ont perdu leur (...) sentiment d'appartenance à la communauté, notre richesse se trouve dans la terre, l'agriculture et l'élevage. La centrale électrique [et d'autres intérêts d'entreprise] puisent l'eau dans la communauté et polluent l'air que nous respirons. Il n'y a pas d'emplois, et de nombreuses communautés utilisent toujours de la paraffine et du bois pour chauffer et cuisiner. Nous payons le coût élevé des factures médicales parce qu'il y a des gens atteints de maladies respiratoires, d'asthme et de tuberculose. Nous estimons que le coût que nous subissons est élevé car nous voyons des câbles électriques passer au-dessus de nos maisons sans y avoir accès »



Face à ces nombreux défis, les femmes de Lephalale s'organisent. Le Forum de mobilisation des femmes du Waterberg a déjà conçu un plan de plaidoyer pour mobiliser les femmes en vue de leur participation à la prise de décisions et à la protection de leurs ressources naturelles et de l'environnement. Elles espèrent éduquer la communauté sur leurs droits, sensibiliser au climat et aux effets des activités minières sur la qualité de l'air et l'accès à l'eau, et intensifier les efforts de nettoyage de la communauté pour combattre et prévenir toutes les formes de pollution.

## BURKINA FASO | Consolider le consentement communautaire & le Projet aurifère de Bomboré

Bomboré est un village de la commune rurale de Mogtêdo à 85 km d'Ouagadougou. La municipalité abrite le **Projet aurifère de Bomboré**, qui sera exploité par la **société canadienne, Orezone. Le projet, qui couvre 162 kilomètres carrés, est le plus grand gisement d'or non développé au Burkina Faso.** Situé dans une zone où la grande majorité de la population subsiste par l'agriculture et des activités connexes telles que l'élevage de bétail, ce grand projet minier aura un impact significatif sur les six villages et 12 000 personnes qui y résident actuellement, allant de la menace directe pour l'approvisionnement en eau jusqu'au déplacement quasi-certain de milliers de personnes. WoMin et son allié local, ORCADE ont organisé une première réunion (17 – 21 août) avec les communautés qui seront bientôt touchées par l'extraction de l'or. Les communautés à Bomboré, notamment les femmes, ont déjà commencé à se mobiliser pour revendiquer leur droit au consentement et à repousser les propositions de réinstallation de la compagnie minière. ORCADE et WoMin continueront d'appuyer la communauté dans ses efforts pour avancer et créer plus d'espaces en vue d'élaborer une stratégie collective pour le développement où les voix des femmes sont entendues et leurs préoccupations prises en compte.



### Remerciements

Ce bulletin a été conceptualisé, écrit et édité par Maggie Mapondera avec Samantha Hargreaves, et des contributions de Mela Chiponda, de Caroline Ntaopane, de Nicky LeRoux, de Georgine Kengne Djeutane et de la communauté plus large de WoMin. Conception et mise en page par WE Designs.

“Identité, terres et résistance : établir des droits de consentement vivant pour les femmes africaines” est basé sur l'article: “Extraction vs souveraineté du développement: construire des droits de consentement vivants pour les femmes africaines”, disponible au Gender and Development Journal par Samantha Hargreaves, Nonhle Mbuthuma, Georgine Kengne Djeutane et Nomzamo Mji.